



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions
- TPSGC**

11 Laurier St., / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT

MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Informatics Professional Services - EL
Division/Services professionnels en informatique -
division EL
4C2, Place du Portage
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Title - Sujet EFM Systems Integration	
Solicitation No. - N° de l'invitation F1686-150029/A	Amendment No. - N° modif. 003
Client Reference No. - N° de référence du client F1686-150029	Date 2016-12-06
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$EL-615-30604	
File No. - N° de dossier 615el.F1686-150029	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2016-12-19	
Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Ghaddab, Nabil	Buyer Id - Id de l'acheteur 615el
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-5419 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

La présente vise à répondre aux questions des soumissionnaires et à modifier la demande de soumissions.

A. QUESTIONS ET RÉPONSES CONNEXES

QUESTION 1

Selon le critère obligatoire 2 de l'entreprise : « Le soumissionnaire doit avoir démontré son expérience contractuelle dans la fourniture de toutes les catégories de ressources* suivantes pour le nombre minimal de jours facturables par catégorie, au cours des cinq dernières années avant la date de clôture de l'invitation. »

Catégorie de ressource	Nombre de jours facturables
Architecte d'application/de logiciel – Niveau 3	330
Programmeur/développeur de logiciel – Niveau 3	440
Programmeur/développeur de logiciel – Niveau 1	2860
Testeur – Niveau 3	330
Administrateur de base de données – Niveau 3	440
Modélisateur de base de données – Niveau 3	440
Spécialiste/Analyste de l'assurance de la qualité – Niveau 3	220
Rédacteur technique – Niveau 3	220

Cependant, selon l'évaluation financière (page 32 de 104), la pondération fournie pour les diverses catégories ne semble pas correspondre au nombre de jours facturables requis.

Par exemple, pour ce qui est du :

- programmeur/développeur de logiciel – Niveau 3, la pondération est de 300 points;
- programmeur/développeur de logiciel – Niveau 1, la pondération est de 150 points.

Cela laisse entendre que l'on aurait éventuellement recours aux ressources du Niveau 3 deux fois plus souvent qu'à celles du Niveau 1; toutefois, les proposants doivent démontrer qu'il y presque dix fois plus de jours facturables pour les ressources du Niveau 1.

L'État envisagerait-il de réduire le nombre de jours facturables requis pour le programmeur/développeur de logiciel – Niveau 1, de manière à ce qu'il corresponde aux autres catégories et à la pondération attribuée aux évaluations financières – 220 jours?

RÉPONSE 1

Le Canada a examiné la question; la DP demeurera inchangée.

QUESTION 2

Conformément à la réponse à la question 4.2 concernant la définition d'une solution « de bout en bout »;

« développement de bout en bout : Des projets où la compagnie était responsable à 100% pour terminer et livrer une solution du début à la fin sans le soutien des autres parties et fournisseurs. »

Il s'agit de la description d'un service centré sur les solutions, qui convient à une DP pour des SPICS, et n'entre pas dans le champ d'application d'une demande de soumissions pour des SPICT.

Conformément aux sites Web de TPSGC (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/spc-cps/spics-sbips-fra.html> et <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/sptb-tbps/index-fra.html>) :

*« **La méthode d'approvisionnement en services professionnels en informatique centrés sur les solutions (SPICS)** comprend des services et, dans certains cas, des biens essentiels pour lesquels un fournisseur définit et présente **une solution liée au besoin**, gère un projet global et accepte la responsabilité des résultats. »*

*« **Un besoin SPICT** est basé sur une activité particulière qui doit être menée pour combler un besoin spécifique en TI. Un tel besoin est habituellement associé à un ensemble spécifique de responsabilités. Les tâches comprises sont des attributions de travaux finis qui, afin d'être achevés, nécessitent la participation d'un ou de plusieurs experts-conseils. Une tâche comprend des dates de commencement et de fin précises, ainsi que des éléments livrables préétablies. **Ces tâches ne sont habituellement pas de grands projets**, bien qu'elles peuvent leur être subséquentes. Elles peuvent nécessiter des travaux hautement spécialisés, lesquels requièrent des compétences ou des connaissances rares ou uniques pour une **courte période de temps**. »*

À la lumière de ces renseignements, nous vous demandons de bien vouloir supprimer « de bout en bout » du critère obligatoire C.O1. Cependant, le MPO pourrait s'acquitter de sa responsabilité de faire appel à un fournisseur qui a démontré être en mesure d'offrir les volumes et les solides compétences requises pour les travaux, en utilisant certaines approches de rechange, comme suit :

1. La nécessité de démontrer l'embauche de spécialistes de la plateforme J2EE pour un montant de 1 M\$ pendant la période précisée.
2. La nécessité de démontrer des capacités de dotation exclusives pour un projet de plus de 1 M\$.
3. La nécessité de démontrer que les travaux liés à la plateforme J2EE font partie d'un, de deux ou de trois projets cités en référence au critère O.

RÉPONSE 2

Le Canada a examiné la question et la DP a été modifiée en conséquence. Voir la modification ci-après à la DP.

QUESTION 3

À la troisième puce du critère obligatoire C.O1, il est question du développement « de bout en bout » d'une application d'entreprise sur la plateforme Java 2, Enterprise Edition. À la question et réponse n° 4 de la Modification 002, la définition officielle suivante de développement de bout en bout a été ajoutée : « Des projets où la compagnie était responsable à 100% pour terminer et livrer une solution du début à la fin sans le soutien des autres parties et fournisseurs ». Cette définition s'appliquerait aux contrats pour des services comparables aux SPICS (centrés sur les solutions) plutôt qu'aux contrats pour des services comparables aux SPICT (centrés sur les tâches). Par conséquent, l'État accepterait-il des projets dans le cadres desquels le soumissionnaire a fourni des ressources (d'une valeur totale minimale de 1 000 000 \$) pour les catégories de ressources requises de la présente demande de soumissions, pendant le Cycle chronologique de développement des logiciels (SDLC) du développement de bout en bout d'une application d'entreprise sur la plateforme Java 2, Enterprise Edition (version 1.3 ou plus récente)?

RÉPONSE 3

Le Canada a examiné la question et la DP a été modifiée en conséquence. Voir la modification ci-après à la DP.

QUESTION 4

- 1.1 La réponse à la question 1.3 n'était pas claire. Il est énoncé explicitement aux critères C.O2/C.C1 que « des catégories de ressources similaires pourraient être acceptées si la ressource a effectué au moins 50 % des tâches connexes énumérées à l'annexe A pour la même catégorie de ressource ». Les catégories programmeur/développeur de logiciels et programmeur/analyste sont souvent utilisées de façon interchangeable par les clients puisque leur ensemble de compétences est très similaire. Veuillez confirmer que les soumissionnaires peuvent utiliser différentes catégories de ressources pour se conformer aux critères C.O2 et C.C1.
- 1.2 La réponse à la question 1.3 vient modifier les critères C.O2/C.C1 de façon à énoncer que : « le soumissionnaire doit démontrer que les tâches effectuées par chaque ressource nommée comprend au moins 50 % des tâches connexes énumérés à l'annexe A pour la même catégorie et niveau de ressource en vertu de laquelle le soumissionnaire réclame des jours facturables ». Nous comprenons que les critères C.O2/C.C1 visent à déterminer si les ressources que les soumissionnaires ont assignées pour un contrat ont effectué 50 % des tâches énumérées dans l'énoncé des travaux pour la catégorie et le niveau exigés. Compte tenu que les catégories de ressources dans l'EDT contiennent des tâches distinctes pour chaque niveau, le niveau de ressources que nous avons facturé ne devrait pas avoir d'importance puisque les critères C.O2/C.C1 servent à évaluer la pertinence des tâches énumérées que les ressources ont effectuées. Les ressources de niveau 2 et 3 ont plus d'expérience et effectuent les tâches d'une ressource de niveau 1 de même que des tâches de niveau supérieur, ce qui est reflété dans l'EDT de cette DP. De plus, les ressources de niveau 2 et 3 sont plus difficiles à trouver et à assigner à un contrat, car elles possèdent plus d'expérience. Cela témoigne de l'expertise avancée des soumissionnaires dans l'assignation de divers types de ressources s'ils peuvent démontrer qu'ils ont assigné davantage de ressources à des niveaux

supérieurs qu'à des niveaux inférieurs. Pour ces raisons, il est excessif d'exiger que les soumissionnaires respectent le niveau exact de catégories de ressources. Veuillez confirmer que les soumissionnaires n'ont pas à respecter le niveau de ressource en autant que les soumissionnaires peuvent démontrer que les ressources ont effectué 50 % des tâches énumérées dans l'EDT pour la catégorie et le niveau équivalents.

- 1.3 Le critère C.O1 a été modifié par l'ajout de la définition de « développement de bout en bout », qui se lit comme suit : « Des projets où la compagnie était responsable à 100% pour terminer et livrer une solution du début à la fin sans le soutien des autres parties et fournisseurs ». Le véhicule d'approvisionnement sélectionné pour cette invitation est les SPICT. Les fournisseurs qui se qualifient pour les SPICT n'ont pas à faire cela puisqu'ils ne sont pas entièrement responsables de développer et livrer une solution du début à la fin sans l'appui d'autres parties ou fournisseurs. Si le Canada préfère que les fournisseurs livrent une solution à la suite de cette invitation, le véhicule sélectionné devrait être les SPICS. Puisque le véhicule sélectionné pour cette invitation est les SPICT, veuillez retirer cette définition puisqu'elle ne correspond pas aux services fournis par les fournisseurs qualifiés dans le cadre des SPICT.
- 1.4 Les clients ne sont souvent pas disponibles pendant la période des Fêtes et il est très difficile de confirmer leur volonté d'agir à titre de référence, et encore plus difficile d'obtenir des lettres de référence de ces clients. De plus, le niveau d'effort requis pour recueillir et cataloguer l'information demandée est incroyablement élevé. Le Canada n'accorde actuellement que la période d'invitation minimum pour le volet 2 de la DP, alors que la charge de travail exigée dépasse le temps alloué. Est-ce que le Canada pourrait reporter la date de clôture de cette invitation au 9 janvier?

RÉPONSE 4

- 1.1 Tel qu'indiqué au critère C.O2, des catégories de ressources similaires pourraient être acceptées si la ressource a effectué au moins 50 % des tâches connexes énumérées à l'annexe A pour la même catégorie de ressources.
- 1.2 Les soumissionnaires n'ont pas à respecter le niveau de ressource en autant qu'ils peuvent démontrer que les ressources ont effectué 50 % des tâches énumérées dans l'EDT pour la catégorie et le niveau équivalents.
- 1.3 Les soumissionnaires doivent se référer à la réponse 3 de la question 3 de la modification 002 à la DP pour cette exigence.
- 1.4 Le Canada a examiné la question; la DP demeurera inchangée.

QUESTION 5

En ce qui concerne la définition de « développement de bout en bout » figurant dans le tableau modifié de la Modification 002 : « Développement de bout en bout : Des projets où la compagnie était responsable à 100% pour terminer et livrer une solution du début à la fin sans le soutien des autres parties et fournisseurs ».

La grande majorité des contrats sur les SPICT contiennent des autorisations de tâche pour des ressources individuelles, et non pas des solutions de développement. Des solutions de ce genre seraient visées par un arrangement en matière d'approvisionnement ou une offre à commandes

pour les SPICT et il y a eu très peu de projets pendant la durée des SPICT. Dans le cadre des SPICT, un soumissionnaire peut avoir des ressources participant à l'ensemble du cycle de vie d'un projet, mais celui-ci serait TRÈS rarement entièrement responsable de la solution.

L'objectif de cet énoncé de travaux indique ce qui suit : « la GI-ST demande la création d'un bassin de ressources de gestion de l'information et technologie de l'information (GI-TI), sur une base d'aide permanente et en « fonction des besoins » pour soutenir le développement et la transition vers une plateforme de solution basée sur Java qui s'ajoutent à ses activités de maintenance de l'environnement existant ». De plus, compte tenu que l'intention est d'attribuer trois contrats, en alternant l'attribution des autorisations de tâche, il est peu probable qu'un des soumissionnaires retenus soit responsable de l'ensemble de la solution « de bout en bout » tel que défini ici.

Nous suggérons que le MPO serait mieux d'harmoniser cette exigence organisationnelle de plus près avec l'objectif, comme suit :

C.O1.

3. Au moins un soumissionnaire (sur les trois proposés) doit avoir été complété pour le développement d'une application d'entreprise sur la plateforme Java 2 Enterprise Edition (version 1.3 ou plus récente).

RÉPONSE 5

Le Canada a examiné la question et la DP a été modifiée en conséquence. Voir la modification ci-après à la DP.

MODIFICATION À LA DP

1. Exigences obligatoires de l'entreprise, critère C.O1 de la Pièce jointe B – Critères d'évaluation des soumissions, partie 3 de la DP :

SUPPRIMER : Le critère C.O1 au complet;

INSÉRER : Le critère C.O, comme suit :

(Voir la page suivante)

Critères	Critères obligatoires	Réponse du soumissionnaire	
		Respecté O/N	Expérience confirmée (le soumissionnaire doit insérer des données)
C.O1 (critère obligatoire 1)	<p>Le soumissionnaire doit s'être fait octroyer au moins trois (3) contrats de services* professionnels en informatique.</p> <p>Pour être accepté, chaque contrat doit avoir :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. été attribué au cours des cinq (5) dernières années avant la date de clôture initiale** de l'invitation; 2. une valeur minimale de 1 000 000 \$. 3. Au moins un (des trois contrats proposés) doit avoir été réalisé pour le développement d'une application d'entreprise sur la plateforme Java 2, Enterprise Edition (version 1.3 ou plus récente). <p>Le soumissionnaire doit soumettre les éléments suivants pour chaque contrat :</p> <p>(1) Une lettre de son client (renvoie à une date d'attribution du contrat et au numéro de série du contrat ou à autre identificateur unique du contrat) qui démontre que le soumissionnaire fournit ou a fourni de tels services dans le cadre d'un contrat d'une valeur minimale de 1 000 000 \$;</p> <p>Les définitions suivantes s'appliquent à l'évaluation des soumissions :</p> <p>*Des services professionnels en informatique sont des services professionnels fournis par le soumissionnaire en guise de soutien à un contrat de technologie de l'information ou de gestion de l'information.</p> <p>** Date de clôture initiale de la sollicitation est le 19 décembre 2016.</p>		

TOUTES LES AUTRES MODALITÉS DEMEURENT INCHANGÉES